

## ABONNÉS

LE SOIR

Vous pourrez lire sur notre site abonnés, plus.lesoir.be, l'article que Colette Braeckman a consacré au livre de Maurin Picard, ainsi que l'interview de notre correspondant concernant cette difficile enquête.

plus.lesoir.be

La Belgique a coopéré avec l'ONU dans l'enquête sur la mort de Dag Hammarskjöld, le patron de l'organisation, le 18 septembre 1961, à la frontière du Congo. Elle n'est toutefois pas entièrement exonérée dans ce décès énigmatique.

**MAURIN PICARD**  
CORRESPONDANT A NEW YORK

**D**ag Hammarskjöld, après Patrice Lumumba. Ces encombrants fantômes rôdent depuis si longtemps dans la mémoire collective que leurs morts respectives, et brutales, durant la même année 1961, ont fini par être associées étroitement, comme les deux maillons d'une sinistre chaîne remontant inéluctablement au pouvoir belge de l'époque.

Dans le cas du secrétaire général suédois de l'ONU, cependant, il avait toujours été question d'un accident, à la différence de l'ex-Premier ministre congolais, dont l'assassinat a fait l'objet d'excuses officielles de la Belgique en 2002. De telles extrémités ne seront donc pas nécessaires cette fois-ci, au moment où l'ONU s'apprête à rendre public un rapport final sur les circonstances exactes de ce décès mystérieux. A propos du crash du DC-6 Albertina qui, le 18 septembre 1961, causa la mort de seize personnes, dont « Monsieur H », alias Dag Hammarskjöld, Bruxelles a longtemps freiné des quatre fers, renâclant à ouvrir ses archives confidentielles pour les enquêteurs mandatés par la « maison de verre » à New York. Il était question de « sécuriser » les documents de l'ancienne Sûreté coloniale, transférés sous l'autorité du ministère de la Défense. Autrement dit, les mettre définitivement hors de portée des historiens, en les escamotant du domaine des Archives générales du Royaume (AGR).

#### Un mot de Hammarskjöld à Spaak

Que veut savoir l'ONU, exactement ? Ce qu'une universitaire anglaise, Susan Williams, a évoqué dans un livre paru en 2011, *Who Killed Hammarskjöld* : un dénommé Beukels, ou Beuckels, serait allé trouver un diplomate français, Claude de Kémoularia, chez lui, en 1967, à Neuilly, pour lui confier le pot aux roses. Et espérer, sans doute, retirer une somme rondelette pour de telles confessions. C'est lui, Beukels, qui aurait abattu sur ordre le DC-6 de Hammarskjöld, mais il s'agissait d'une « bavure » : un tir de semence pour l'inciter à se détourner aurait malencontreusement touché l'Albertina et causé sa perte.

A l'introuvable Beukels s'ajoute un autre personnage, bien réel celui-là, mais décédé depuis 2007 : Jan van Risseghem, un ex-pilote de la Sabena reconverti en pilote de chasse mercenaire au Katanga. Dans un télégramme diplomatique américain déclassifié en 2014, l'ambassadeur au Congo, Ed Gullion, soupçonnait « Vak Riesegehel » (sic) d'avoir fait le coup. Van Risseghem ne fut jamais inquiété, mais la rumeur persistait dans les troquets d'Elisabethville et de Bruxelles. Il était bien « celui qui a abattu l'avion de l'ONU ».

L'ONU demande des comptes au gouvernement belge, mais la pêche est maigre : des télégrammes diplomatiques exhumés, que *Le Soir* a pu consulter, révèlent que Dag Hammarskjöld lui-même a écrit la veille de sa mort au ministre des Affaires étrangères, Paul-Henri Spaak, pour lui demander de « mettre fin aux agissements criminels » de « Van Riessenghem » (sic). Emouvant, voire troublant, pas accablant.

En 2017, Mohamed Chande Othman, le juge tanzanien chargé de l'enquête sur la mort de Hammarskjöld, apporte une précision dans son premier rapport d'enquête : la Belgique confesse n'avoir dili-

genté de recherches... que dans ses archives diplomatiques. Celles de la Sûreté de l'État (VSSE) n'ont pas été touchées. Au Parlement, un député Ecolo isolé, Benoît Hellings (aujourd'hui premier échevin de Bruxelles), demande des comptes au gouvernement sur cette absence de coopération, comparable aux réticences françaises, américaines, britanniques et sud-africaines relevées par le juge Othman. En 2016, il avertit contre la tentation d'amender la loi organique des services de renseignement et de sécurité du 30 novembre 1998, jugeant que « l'instauration d'une incapacité quasi éternelle de pouvoir consulter un fonds d'archives lié à un service de renseignement belge pose un problème démocratique profond ». La loi de 1998, révisée le 23 mars 2018, autorise la Sûreté à ne verser ses archives classifiées aux Archives générales du Royaume qu'après 50 ans. « Comment les historiens, ajoute Benoît Hellings, pourront-ils un jour travailler et analyser les processus de décision administrative et politique sur base de sources devenues volontairement incomplètes et biaisées ? »

#### Un geste en 2017

Bruxelles, pourtant, devient plus coopérative en 2017. Deux représentants officiels se voient délivrer une habilitation spéciale leur permettant de fouiller les archives de la Sûreté et des services secrets (SGRS) : le président du comité R (Renseignements) de la Chambre et ancien avocat général de la cour d'appel de Liège, Guy Rapaille, assisté du lieute-



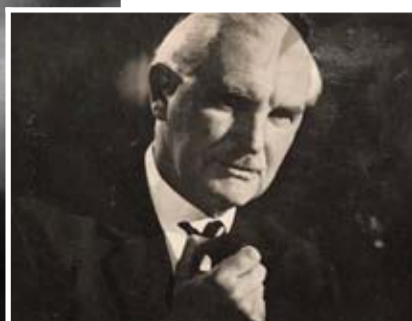
## La Belgique bien discrète sur la mort de « Monsieur H »



Dag Hammarskjöld avait écrit la veille de sa mort au ministre belge des Affaires étrangères, Paul-Henri Spaak, pour lui demander de « mettre fin aux agissements criminels » de « Van Riessenghem » (sic).

© DR





**Gordon Hunt, agent du MI5, fera tout pour convaincre les industriels que l'ONU veut « liquider le Katanga ».** © D.R.



**Manfred Loeb, Belge d'origine allemande, sera envoyé à Kitwe, près de Ndola, où il travaillera avec un agent du MI5.** © D.R.



**Neil Ritchie, l'homme qui a acheminé Manfred Loeb de Johannesburg à Kitwe, était le chef de poste du MI6 en Rhodésie.** © D.R.

## l'expert

« La présence d'un deuxième avion probable »

M.P.

Directeur émérite de la Fondation Dag Hammarskjöld à Uppsala (Suède) et chercheur au Nordic Africa Institute, Henning Melber vient de publier un ouvrage diplomatique intitulé *Dag Hammarskjöld, the United Nations and the Decolonisation of Africa*.

**Quelle sorte d'homme était Dag Hammarskjöld ?**

C'était un personnage assez introverti, un bourreau de travail qui considérait l'existence comme un devoir, dans la tradition de la fonction publique suédoise. Il obéissait à une éthique, appliquait fidèlement la Charte des Nations unies, qu'il assimilait à une bible séculaire. Il affectait de donner une voix aux petits et était convaincu que l'ONU n'était pas là pour servir les intérêts des puissants, mais de tous les autres.

**Quel héritage a-t-il laissé ?**

On parle encore aujourd'hui de sa foi dans la nécessaire indépendance de la fonction publique internationale au service d'une bonne gouvernance mondiale. Et de son courage personnel, de sa croyance dans la bonté de l'âme humaine, de son attachement aux inspirations spirituelles émanant des différentes religions et philosophies.



Henning Melber. © D.R.

**Pour vous, sa mort est un accident ?**

Je ne crois pas, non. Et surtout pas à cause d'une faute de pilotage comme cela a longtemps été assumé. Je pense au contraire que l'avion s'est écrasé à la suite d'interférences directes ou indirectes émanant d'un autre avion, qui aurait entravé son approche finale sur l'aéroport de Ndola. Les investigations qui ont suivi le livre *Who killed Hammarskjöld ?*, de Susan Williams (2011), ont produit des preuves nombreuses et perturbantes que la cause réelle du crash a été occultée. Ainsi que l'a écrit le juge nommé par l'ONU, Mohamed Chande Othman, dans son rapport d'étape, la présence d'un deuxième avion près de celui de Hammarskjöld, revêt désormais « une forte valeur probante ».

**Pourquoi Hammarskjöld a-t-il été tué ?**

Son assassinat pourrait être la résultante d'une bavure. Plusieurs Etats occidentaux, des compagnies minières et les régimes colonialistes d'Afrique australe avaient intérêt à ce que Hammarskjöld ne ramène pas la province sécessionniste du Katanga, avec ses richesses minières de la plus haute importance géostratégique, dans le giron du gouvernement congolais. Sa rencontre prévue avec Moïse Tshombé causait une sérieuse exaspération. Tous les services secrets, ainsi qu'un tas de mercenaires et de personnages douteux, écumaient les abords de Ndola lorsque la catastrophe s'est produite. Mais la question de savoir qui a commis l'acte proprement dit est secondaire. Il est plus important de découvrir pourquoi des efforts concertés sont encore entrepris aujourd'hui pour que la vérité ne sorte pas des archives occidentales, pour interdire l'accès à des documents qui existent peut-être encore. Sauf s'ils ont été détruits.



**Dag Hammarskjöld, the United Nations and the Decolonisation of Africa**  
HENNING MELBER  
Hurst

La rencontre que Hammarskjöld prévoyait avec Moïse Tshombé causait une sérieuse exaspération. Tous les services secrets, ainsi qu'un tas de mercenaires et de personnages douteux, écumaient les abords de Ndola lorsque la catastrophe s'est produite. © UN PHOTO.

Sûreté précise qu'il quitte son domicile le samedi 16 septembre 1961, déclarant à sa femme Marion : « Je retourne me battre ». Peut-il se trouver vingt-quatre heures plus tard aux commandes d'un Fouga Magister katangais, en embuscade dans la nuit rhodésienne au-dessus de Ndola ? Une chose est sûre : « Le professeur Quanten, assure Guy Rapaille, a montré que les caractéristiques techniques du seul Fouga katangais, son armement et son autonomie limités, ne permettaient pas un tel vol de nuit ». Exit, donc, le célèbre Fouga codé « KAT-93 » et son pilote alors surnommé le « radeur solitaire ». Trois ans d'enquête n'ont pas non plus permis au *Soir* d'exhumer de précieux listings passagers qui auraient aidé à retracer le parcours de van Risseghem et des autres « affreux » expulsés, en déterminant quel avion, et par quel transit, les a ramenés au Katanga. Et surtout, à quelle date.

**Le rôle de l'Union minière**

Dans son rapport intérimaire, le 3 décembre 2018, Othman notait que le mandat des sieurs Rapaille et Quanten ne couvrait pas un examen des archives d'acteurs non étatiques ou d'organisations privées. Or, l'affaire du Katanga et, par ricochet, celle du crash de Ndola, sont éminemment non étatiques : ceux qui président aux destinées de la province congolaise séparatiste, en cette fin d'été 1961, sont des hommes d'affaires. Direction le dépôt Joseph-Cuvelier, annexe des Archives générales du Royaume, sise rue du Houblon à Bruxelles. C'est là que se trouvent les archives de l'Union minière du Haut-Katanga, la firme représentant les intérêts industriels anglo-belges dans cette région appelée la Copperbelt (ceinture de cuivre) et qui acquittait alors 70 % du budget gouvernemental katangais. Se peut-il que la clé de l'énigme – l'identité des commanditaires et exécutants potentiels d'un attentat – se trouve là ?

Dans le magma des cartons savamment ordonnés et leurs liasses de télex rosés, apparaissent une poignée de précieux renseignements accablants. Ce sont bien les dirigeants de l'UMHK qui ont rémunéré les « affreux ». Les relevés de compte, les fiches de rémunération, les dissimulations face à « l'occupant » onusien s'étalent au grand jour, tout comme la frousse de voir la population noire se révolter, comme dans le reste du Congo en 1960, et s'en prendre à ses employeurs blancs de l'Union minière.

Et ce sont ces mêmes hommes, encore, qui ourdirent contre l'ONU durant les

combats de septembre 1961. Leur collusion avec les services de renseignement britanniques, contre les Casques bleus de Hammarskjöld, surgit au grand jour. Lorsque les combats ont éclaté, le 13 septembre, entre Casques bleus et gendarmes katangais encadrés par les « affreux », un consul britannique de choc, Denzil Dunnett, a caché puis exfiltré le dirigeant katangais Moïse Tshombé, en fuite. Il le confie aux dirigeants de l'Union minière dans la plaine de Kipushi, près de la Rhodésie, où les Casques bleus n'osent pas aller le chercher.

**Attiser la paranoïa des industriels**

Aux yeux du chercheur avisé, Cuvelier recèle un autre trésor : le relevé des communications entre le siège de l'UMHK à Bruxelles et un jeune ingénieur de 34 ans, Manfred Loeb, Belge d'origine allemande, envoyé toutes affaires cessantes dans un petit bourg de Rhodésie, Kitwe, proche de Ndola, afin d'assurer la liaison télex avec Elisabethville, coupée du monde par l'ONU. Avec un certain Gordon Hunt, Loeb va devenir, durant une semaine cruciale, la courroie de transmission entre industriels assiégés en Afrique centrale et élites politico-financières d'Europe de l'Ouest.

Or, Gordon Hunt n'est pas un homme d'affaires comme les autres. Comme *Le Soir* a pu l'établir, ce directeur de la Rhodesian Congolese Border Power Corporation (Rhopower), qui fournit alors en électricité toutes les mines de la Copperbelt, est un agent britannique du MI5, les services de contre-espionnage de Sa Majesté. Soupçonné de complot en 1947 dans l'assassinat du Premier ministre birman Aung, père d'Aung Sang Suu Kyi, il a été expulsé de Rangoon pour « rebondir » en Afrique australe. Et Hunt, qui fréquente au Cercle Albert d'Elisabethville les dirigeants belges de l'Union minière, n'a rien d'un observateur neutre : le 14 septembre, trois jours avant le crash, il câble aux dirigeants bruxellois Aimé Marthoz, Herman Robiliart, Edgar van der Straeten, Louis Wallef : « Je peux confirmer que les événements survenus ici depuis 4 heures du matin (NDLR, la veille, 13 septembre) sont le résultat d'une politique délibérée de l'ONU, qui cherche à liquider le Katanga ». Pour attiser la paranoïa des industriels, on ne s'y serait pas mieux pris.

Interrogé chez lui à Bruxelles, à 92 ans, Manfred Loeb se remémore péniblement une soirée passée chez Hunt à attendre qu'atterrisse l'avion de Hammarskjöld, tandis que la tour de contrôle perd le contact avec ce dernier à minuit douze, le 18 septembre 1961. Il confie

également que l'homme qui l'a acheminé de Johannesburg à Kitwe était un diplomate britannique, Neil Ritchie. Qui n'est pas un diplomate habituel, lui non plus : il est le chef de poste du MI6 (services de renseignement extérieurs, comme dans James Bond) en Rhodésie.

Dans les archives diplomatiques américaines déclassées en 2017, et que *Le Soir* a pu consulter, un curieux télégramme daté du 29 septembre 1961 amène à s'interroger sur la mission réelle de l'ingénieur Loeb, qui gravira les échelons de la compagnie minière par la suite, pour mener une brillante carrière dans le privé, de Tractebel à ImmoBel en passant par la Société Générale de Belgique, et s'illustrer comme un généreux philanthrope à Bruxelles. Signé de l'ambassadeur Douglas McArthur à Bruxelles, le télégramme de 1961 avertit : « Le ressortissant belge (de nationalité allemande) Freddy Loeb, résidant à Kitwe (...), est un agent des intérêts britanniques au sein de l'Union minière et disposerait, semble-t-il, de 5 millions de livres Sterling pour financer l'achat d'armes, etc. en soutien au séparatisme katangais. Ma source décrit Loeb comme quelqu'un de très efficace ».

« Je peux confirmer que Loeb a fait un super boulot », écrit Gordon Hunt dans un ultime câble le 20 septembre 1961, le jour même où il quitte précipitamment Kitwe pour des congés en Afrique du Sud... et ne plus jamais remettre les pieds au Katanga ou en Rhodésie voisine.

**Gigantesque conjuration ?**

Dans les archives de l'Union minière, d'autres documents intriguent : les messages triomphants adressés par un certain « patron du 46 » à Moïse Tshombé, entre le 18 et le 20 septembre, lui jurant de saisir l'opportunité (de la mort de Hammarskjöld) pour expulser les Casques bleus du Katanga une fois pour toutes. Ou celui d'un éminent industriel et tory anglais, Charles Waterhouse (actionnaire majoritaire de l'Union minière avec sa firme Tanganyika Concessions, dite Tanks), qui écrit à son collègue belge Herman Robiliart la veille du crash : « Nous jouons la partie en toute discrétion ». A Londres, un autre télégramme confidentiel du 13 septembre 1961, britannique celui-là, cite le Premier, Harold Macmillan, évoquant la nécessité de « sortir du jeu Hammarskjöld ».

Ces bribes de renseignements éparses sont-elles les dernières traces accessibles d'une gigantesque conjuration contre le patron de l'ONU, qui avait eu le tort de fouiller son nez dans les affaires des « boutiquiers » de la Copperbelt ? Les archives belges et britanniques dissimulent-elles encore des renseignements décisifs sur l'action clandestine des « trois de Kitwe », Hunt, Loeb et Ritchie, en bordure de Ndola, la nuit du crash ? Le rapport de Mohamed Chande Othman est attendu en juin sur le bureau de l'actuel secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres.

**En dédicace à Bruxelles**



**Ils ont tué Monsieur H**  
MAURIN PICARD  
Seuil  
480 p., 23 €



Maurin Picard, correspondant du *Soir* aux Etats-Unis depuis 2011, sera présent pour une présentation de son livre et une séance de dédicaces ce mardi 14 mai, à 18 h, chez Filigranes, avenue des Arts 39-42, à 1040 Bruxelles.

nant-colonel Chris Quanten, de l'Ecole royale militaire. Déception : comme le confiera au *Soir* Guy Rapaille en décembre 2018, l'examen des fonds de la Sûreté a livré « très peu d'informations ». Il relève « pas mal de désordre » dans les archives, ce qui semble avoir compliqué la tâche des chercheurs. A l'arrivée, « rien qui permette de désigner à proprement parler des personnes pouvant être impliquées ».

**Listings manquants**

Beuckels, puisque c'est son patronyme exact, n'était pas du tout pilote, ce qui disqualifie la « piste » Kémoularia, mais juste un mercenaire passé par le Congo à une date ultérieure (1965-1966) et au casier judiciaire fourni en Belgique. Jan van Risseghem, lui, a été expulsé par l'ONU du Katanga le 7 septembre 1961, en direction de Zaventem, en compagnie de quelques célèbres soldats de fortune, notamment un certain Bob Denard. Mais si Denard repart illico au Katanga, « captain Jan », lui, rentre à la maison, à Lint, près d'Anvers. Une enquête de la

